



ETUDE D'UN PLAN COMMUNAL D'AMELIORATION DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES

PROCEDURE ADAPTEE
(article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(article 38 du D.2016-360)

* * *

SOMMAIRE

CHAPITRE I : GENERALITES3

Article 1 : Objet du marché – Dispositions générales.....	3
1.1 – Objet du marché	
1.2 – Titulaire du marché	
1.3 – Sous-traitance	
1.4 – Décomposition de la consultation	
1.5 – Contenu de la mission	
Article 2 : Maîtrise d'ouvrage.....	3
Article 3 : Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	3
Article 4 : Pièces constitutives du marché.....	3
4.1 – Pièces particulières	
4.2 – Pièces générales.....	4

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES4

Article 5 : Rémunération.....	4
5.1 – Forfait de rémunération	
5.2 – Dispositions diverses	
Article 6 : Forme des prix.....	4
Article 7 : Règlement des comptes du titulaire.....	4
7.1 – Avances	
7.2 – Acomptes	
7.3 – Solde	
Article 8 : Délais – Pénalités pour retard.....	4
8.1 – Délais	
8.2 – Pénalités pour retard	

CHAPITRE III : RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES.....5

Article 9 : Résiliation du marché	5
9.1 – Résiliation du fait du maître d'ouvrage	
9.2 – Résiliation aux torts du bureau d'études	
Article 10 : Assurances	5
Article 11 : Règlement amiable des différends	5
Article 12 : Tribunal compétent en cas de contentieux	5

ETUDE D'UN PLAN COMMUNAL D'AMELIORATION DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES - Cahier des Clauses Administratives Particulières -

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché de prestations intellectuelles concernant : L'étude d'un plan communal pour l'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles.

1.2 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom « le bureau d'étude » sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1.3 - Sous-traitance

Le bureau d'étude peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.- P.I.

1.4 – Décomposition de la consultation

La consultation comprend une tranche unique.

1.5 - Contenu de la mission

Les prestations à réalisées sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

Article 2 : Maîtrise d'ouvrage

COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT

Hôtel de Ville – Place de la Mairie – 30300 Jonquières Saint Vincent

Tél. : 04.66.74.50.12 / Fax : 04.66.74.50.13 / E-mail : mairie.jonquieres.stvincent@wanadoo.fr

Représentée par son maire en exercice, Jean-Marie FOURNIER.

Article 3 : Assistance à maîtrise d'ouvrage

SYNDICAT DES NAPPES VISTRENQUES ET COSTIERES

184 rue des Capitaines – 30600 VAUVERT

Tél : 07 86 41 64 79 – Email : yann.auer@vistrenque.fr

Article 4 : Pièces constitutives du marché

4.1 - Pièces particulières :

- *L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes*
- *Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)*
- *Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (C.C.T.P.)*
- *Un devis descriptif quantitatif correspondant aux 8 étapes de l'étude, avec options et mention des acomptes*
- *Un mémoire technique à fournir par le candidat*

4.2 - Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-PI) approuvés par le 16 Septembre 2009, en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois Mo).

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 5 : Rémunération

5.1 – Forfait de rémunération

La rémunération est forfaitaire et est établie sur la base du devis descriptif quantitatif fourni au présent marché.

5.2 - Dispositions diverses

Cette rémunération est exclusive de tout autre émoluments au remboursement de frais au titre de la même mission.

Le bureau d'études s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de cette mission.

Article 6 : Forme des prix

Les prix sont fermes et non révisables.

Article 7 : Règlement des comptes du titulaire

7.1 - Avances

Aucune avance ne sera versée.

7.2 – Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques conformément au devis descriptif quantitatif, en fonction des prestations réalisées et validées par le Maître d'ouvrage et/ou son assistant.

Seules les prestations réalisées en totalité pourront faire l'objet d'une facturation.

7.3 – Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le bureau d'étude adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Article 8 : Délais - Pénalités pour retard

8.1 - Délais

Les délais d'étude sont fixés dans l'acte d'engagement pour chacune des étapes et pour la durée totale de l'étude.

Les points de départ de ces délais sont fixés par ordre de service.

8.2 - Pénalités pour retard

En cas de retard dans la finalisation de chacune des étapes, et du rendu final, le bureau d'études subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé 1/10 000 du montant du marché.

CHAPITRE III : RESILIATION DU MARCHÉ – CLAUSES DIVERSES

Article 9 : Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du C.C.A.G.-P.I. Avec les précisions suivantes :

9.1 - Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du bureau d'étude, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 33 du C.C.A.G.-P.I. est fixé à 5%.

9.2 - Résiliation du marché aux torts du bureau d'étude

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32 du C.C.A.G.-P.I., la fraction des prestations déjà accomplies par le bureau d'étude et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (Art. 30.1 du C.C.A.G.-P.I.), les prestations sont réglées sans abattement.

Article 10 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le bureau d'études doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Article 11 : Règlement amiable des différends

Un règlement amiable sera systématiquement privilégié pour tout différend.

Les parties pourront également recourir au comité consultatif de règlement amiable, conformément à l'article 142 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 12 : Tribunal compétent en cas de contentieux

A défaut de règlement amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Nîmes.

C.C.A.P. LU ET ACCEPTÉ

A le

(signature + cachet de l'entreprise)